s'est complété par correspondance. Les dépêches et les lettres produites ne constatent pas un concours complet de volonté. La correspondance a commencé par une lettre en date du 20 septembre 1918, du demandeur-intimé au défendeur-appelant, demandant à ce dernier s'il avait des patates à vendre, de quelle qualité, à quel prix, et à quelles conditions. Cette lettre n'est pas au dossier; l'appelant ne l'a pas produite bien qu'il en ait été requis par la déclaration. Aucune preuve verbale du contenu de la lettre n'a été tentée. D'après le résumé qu'en fait l'allégation 2 de la déclaration, cette lettre n'aurait pas d'importance, sur la question présente.

A cette lettre l'appelant a répondu par dépêche le 25 septembre 1918, disant:—"Sujet confirmation par message, disposons d'un char patates, une piastre et quinze, quatre-vingts livres. Hébertville."

Le même jour, l'intimé Labrecque a télégraphié en réponse comme suit:

"Re votre message expédiez un char de sept cents minots patates, belles et première qualité."

Le lendemain (26 septembre, 1918), Gagnon, l'appelant, réplique par message:

"Message reçu. Confirmons un char patates mêlées. expédition immédiate."

Chaque télégramme contient des conditions nouvelles. Le premier, venant de Gagnon, offre des patates, sans en indiquer "la qualité". Le second, venant de Labrecque, parle pour la première fois de patates "belles et de première qualité." C'était du nouveau; ce n'était pas une acceptation complète. Le troisième, venant de Gagnon, parle de patates "mêlées", au lieu de patates "belles et de première qualité", dont parlait Labrecque, encore une